CE MONDE QUI BOUGE

ARABIE SAOUDITE, OBAMA RASSURE SON ALLIÉ

«Riyad-Washington, la lune de miel se poursuit»

Par Hassane Zerrouky

Depuis samedi, Riyad voit défiler les chefs d'Etat et de gouvernement occidentaux venus présenter leurs condoléances au nouveau roi Selman Ben Abdel Aziz. Mardi, c'était au tour de Barack Obama. Il est arrivé mardi dans la capitale saoudienne, accompagné par son épouse Michelle, le secrétaire d'Etat John Kerry, le sénateur républicain John McCain, le directeur de la CIA John Brennan, le général Lloyd Austin, chef du Commandement central de l'armée américaine (Centcom) et d'une délégation forte de 25 membres.

Les liens entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, cette puissance en trompe-l'œil, remontent à loin. Inclus depuis les années 50 dans la zone de défense du «monde occidental», le royaume saoudien bénéficie à ce titre du parapluie militaire américain. Pour Washington, toute attaque contre l'Arabie Saoudite, pays qui se situe au cœur de l'une des régions les plus convoitées de la planète, est considérée comme une agression contre ses intérêts. Aussi, rien d'anormal à ce que la Cinquième flotte américaine mouille en permanence dans les eaux du Golfe, et à ce que le Qatar abrite le Centom (Commandement américain pour le Moyen-Orient et l'Asie). C'est d'ailleurs à partir de Doha que décollaient les F-16 et F-17 américains pour bombarder l'Irak de Saddam en 2003. Affirmer, par conséquent, que l'Arabie Saoudite peut faire ce qu'elle veut sans l'aval des Etats-Unis est une plaisanterie. Le royaume wahhabite, si cher à Abdelfattah Hamadache et aux salafistes algériens, est plus que jamais inféodé au «grand Satan» US ! La preuve ? Riyad a-t-il un jour dénoncé le soutien américain à Israël comme l'avaient fait de leur vivant Gamal Abdel Nasser ou Houari Boumediène ? Jamais, au grand jamais, on a vu un monarque saoudien critiquer la politique US dans la région. Les seules fois où les pétromonarchies du Golfe ont murmuré des critiques, c'est surtout contre un éventuel rapprochement entre Washington et Téhéran.

En outre, l'Arabie Saoudite et ses petits alliés du Golfe sont dans tous les mauvais coups concoctés par Washington. Il en a été ainsi en 1986 lorsque Riyad a convenu avec Washington de faire plonger le prix du pétrole pour affaiblir (déjà) l'ex-URSS. Il en va de même aujourd'hui avec un baril à moins de 50 dollars. Déjà en 1962, inquiétée par la montée du mouvement de libération arabe avec l'arrivée au pouvoir en Egypte de Nasser, et sous prétexte de conjurer le danger communiste, l'Arabie Saoudite, en accord avec les USA, créait en 1962 la Ligue islamique mondiale» (Al Rabita al-Islamiya al-'Alamiya dont les statuts stipulent que son secrétaire général doit être saoudien), pour propager un islam d'obédience wahhabite. Pour mener à bien sa mission, cette ligue, dont le siège est à La Mecque, dispose de fonds «privés» estimés à plusieurs milliards de dollars. Elle est derrière le financement, via des fondations caritatives, de la mouvance salafiste et djihadiste dans le monde. Bien sûr, avec le silence complice de Washington, le régime saoudien explique qu'il n'a aucun contrôle sur les financements privés des riches donateurs saoudiens et des pays du Golfe!

Or, sans ce soutien politico-financier, les djihadistes en Syrie et en Irak auraient été défaits depuis longtemps. Sinon, comment expliquer que l'Etat islamique (EI) d'Al-Baghdadi ait pu se doter d'une force de 50 000 hommes, disposant de blindés, de moyens anti-aériens, d'hélicoptères et de toute une logistique digne d'une grande armée en l'espace d'un an et demi, là où des Etats comme la Tunisie mettent des dizaines d'années à mettre en place une armée ? Bien plus, si aujourd'hui les Saoudiens font la guerre à l'EI, c'est parce que ce dernier a dérogé à la mission lui ayant été impartie (la guerre contre Assad), et se veut, de surcroît, plus fidèle au dogme salafo-wahhabiste que le régime saoudien lui-même, et que cet ingrat menace même d'envahir le royaume.

A Riyad, Barack Obama est venu rassurer son allié saoudien, s'abstenant d'évoquer les sujets qui fâchent comme le non-respect des droits de l'Homme, des sujets qu'il n'hésite pourtant pas à brandir dès lors qu'il s'agit de pays comme Cuba, la Russie ou le Venezuela… Comment nomme-t-on déjà cette politique ? Deux poids deux mesures, non ?

H. Z.

VACCINS ANTIGRIPPAUX

80% des doses écoulées à mi-décembre

Sur un quota de deux millions de doses de vaccin antigrippal, 80% ont été déjà consommés à mi-décembre dernier, selon le directeur général de la prévention au ministère de la Santé.

Photo : DR.

Aucune perturbation n'a été enregistrée dans la disponibilité du vaccin antigrippal, selon Smaïl Mesbah.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hôte hier, du forum d'*El Moudjahid* à Alger, le professeur Smaïl Mesbah a assuré qu'aucune perturbation n'a été enregistrée dans la disponibilité du vaccin antigrippal.

«Nous avons identifié pour cette année un besoin de deux millions de doses de vaccin antigrippal. Le taux d'utilisation de ces doses a atteint à mi-décembre 80%», a-t-il indiqué.

Même si la grippe saisonnière reste un phénomène épidémiologique mondial, le directeur général de la prévention au ministère de la Santé reconnaît qu'elle peut être grave pour certaines personnes. «La grippe peut s'avérer grave avec des complications pour une population à risque, notamment les malades chroniques, les personnes âgées, les enfants et les femmes enceintes», dit-il.

Et d'ajouter : «Certes, la grippe tue mais il faute rester prudent tant que l'activité grippale se poursuit. Restons vigilants et maintenons la prévention».

A cet effet, il rappelle que l'Algérie a mis en place un dispositif préventif et un autre pour la charge des cas compliqués de la grippe saisonnière. «Lancé en octobre dernier, le premier dispositif comporte la vaccination et la campagne de sensibilisation notamment sur la prévention et l'hygiène. Le second permet d'assurer la prise en charge des cas compliqués à travers des structures identifiées», explique-t-il.

Deux dispositifs qui sont d'ailleurs accompagnés par le réseau Sentinelle de surveillance de la grippe et l'Institut Pasteur Algérie.

S'agissant de la grippe de cette année, le Pr Smaïl Mesbah dira qu'elle compte trois virus dont les souches sont contenues dans le vaccin antigrippal. Il s'agit du virus saisonnier B, du virus H3N2 et du virus H1N1 qui «n'est plus la grippe porcine», précise-t-il. Seulement, ajoute-t-il, «au stade actuel, nous ne pouvons nous prononcer sur la gravité de la grippe de cette année ni dire que ce virus est plus virulent que les années précédentes». Selon lui, le bilan se fera en mars prochain.

Quant aux décès enregistrés, il affirme que toutes ces personnes ont fait des formes graves de la grippe.

«C'étaient des personnes à risque notamment des malades chroniques et des femmes enceintes», précise-t-il.

Ry. N.

SELON LES RESPONSABLES DU PAM ET D'ECHO

L'aide humanitaire s'achemine aux réfugiés sahraouis avec «rigueur» et «transparence»

L'acheminement de l'aide humanitaire aux camps des réfugiés sahraouis se fait dans la «transparence» avec «rigueur» et dans le respect du dispositif de suivi et de contrôle mis en place, ont affirmé vendredi à l'APS des représentants d'Echo et du PAM en Algérie.

Toutes les étapes d'acheminement des aides humanitaires vers les camps des réfugiés sahraouis dans le Sud-Ouest algérien (achat, transport, stockage, distribution, etc.) sont soumises à un monitoring qui écarte tout risque de détournement, ont souligné les représentants du Bureau humanitaire de la Commission européenne (Echo) pour le Maghreb et du Programme alimentaire mondial (PAM), respectivement Hervé Caiveau et Francesca Caponera.

«Les aides humanitaires, dont des denrées alimentaires, sont contrôlées dès leur acquisition jusqu'à la distribution aux destinataires. Le contrôle se fait pendant le transport, au niveau de l'entrepôt central, pendant le stockage, au départ des camions vers les camps des réfugiés, au moment même de la distribution ainsi qu'après la réception par les bénéficiaires de l'aide», a expliqué M. Caiveau. Rappelant que l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (Echo) consacre annuellement 10 millions d'euros d'aides humanitaires pour les réfugiés sahraouis, M. Caiveau a indiqué que ces aides sont réparties parmi un certain nombre de partenaires dont le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et le PAM.

Il a ajouté que l'acheminement des aides financées par l'Union européenne (UE) au profit des réfugiés sahraouis «se fait en fonction des critères établis par l'ensemble de la communauté humanitaire et sous le contrôle des ses partenaires, avec rigueur et en toute transparence». Pour sa part, la vice-représentante du PAM en Algérie, Francesca Caponera, a affirmé l'existence d'un «très fort», système de monitoring pour surveiller et contrôler toute la chaîne d'acheminement des aides humanitaires, qui, a-t-elle affirmé, sont «chargées dans des conteneurs scellés, ouverts une fois arrivés aux camps des réfugiés».

«Il y a un très fort système de monitoring. Toute la chaîne d'acheminement des aides humanitaires est contrôlée et surveillée avec rigueur. Les aides sont transportées vers les camps de réfugiés dans des conteneurs scellés, dont tous les risques de détournement sont à écarter», a-t-elle soutenu.

Mobiliser d'autres bailleurs de fonds, une nécessité

Concernant la situation dans les camps de réfugiés sahraouis, les deux interlocuteurs ont écarté le risque d'une crise humanitaire dans les camps, soulignant, toutefois, la nécessité de mobiliser d'autres bailleurs de fonds afin d'éviter une rupture des stocks actuels qui, ont-ils fait savoir, «peuvent couvrir les besoins humanitaires des réfugiés jusqu'au mois de juillet 2015».

Le président du Croissant-Rouge sahraoui (CRS), Yahia Buhobeini, avait mis en garde mardi ans une interview à l'APS, la communauté internationale contre les tentatives visant à décourager les donateurs d'octroyer des aides aux réfugiés sahraouis après la récente exhumation d'un rapport européen sur l'aide humanitaire.

Ce rapport, datant de 2007, évoquait des «risques de mauvaise distribution et non de détournement des aides», selon M. Buhobeini qui avait appelé, par conséquent, la communauté internationale à «ne pas tomber dans le piège de la manipulation et des mauvaises intentions».

A ce propos, M. Caiveau a affirmé la détermination de l'Echo à contribuer à la recherche des financements auprès d'autres bailleurs de fonds afin de maintenir l'aide humanitaire au profit des réfugiés sahraouis, estimant qu'«il ne s'agit pas d'une tâche simple».

Pour sa part, Mme Caponera a fait savoir que «le PAM est en alerte car la contribution des donateurs et des bailleurs de fonds réguliers pour l'année 2014 a diminué par rapport aux années précédentes en raison de la dégradation de la situation humanitaire de par le monde induite par les conflits et autres pandémies», citant comme exemple, la Syrie, l'Irak et l'épidémie d'Ebola en Afrique.

«Le stockage actuel des denrées alimentaires destinées aux réfugiés sahraouis répond aux besoins humanitaires jusqu'à juillet 2015. Nous sommes en train de fournir de grands efforts avec les bailleurs de fonds pour qu'ils maintiennent et poursuivent leurs dons comme auparavant afin d'éviter les risques de rupture de stocks», a-t-elle souligné.